



MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE L'ÉNERGIE

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement Lorraine**

NANCY, le 8 décembre 2014

Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle et de la Meuse
8, bis, rue Pierre Fourier – CS 12247
54022 – NANCY CEDEX

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

Objet : Société Européenne de Galvanisation à BACCARAT.
Constitution de garanties financières pour la mise en sécurité (5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement).

Réf. : Proposition de calcul transmise le 16 juillet 2013.

--	--	--

Ce document est susceptible de ne pas disposer de signature manuelle. Vous pouvez obtenir une copie de l'original signé en prenant contact à l'adresse mentionnée en en-tête.

I – PRESENTATION

La société Européenne de Galvanisation exploite à BACCARAT une usine de galvanisation à chaud de métaux. Cette activité est autorisée par l'arrêté préfectoral 2009.447 du 25 février 2010.

Le décret 633-2012 du 3 mai 2012 a institué l'obligation de constituer des garanties financières pour certaines installations classées qui sont susceptibles d'être à l'origine de pollutions importantes des sols ou des eaux, en raison de la nature et de la quantité des produits et déchets détenus. Cette obligation a été codifiée au 5° de l'article R. 516-1 du Code de l'Environnement.

L'objectif de ces garanties financières est de couvrir les frais de la mise en sécurité du site des installations visées par le dispositif en cas de défaillance de l'exploitant.

Les installations soumises à l'obligation de constitution des garanties financières sont listées par arrêté ministériel du 31 mai 2012. Pour le site qu'elle exploite sur le territoire de la commune de BACCARAT, la société Européenne de Galvanisation est notamment concernée au titre des rubriques 2565-2 et 2567 et est tenue, en application de ce texte, de constituer ses garanties financières.

L'exploitant doit transmettre à Monsieur le Préfet à la première échéance fixée à l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susmentionné un document attestant de la constitution de garanties financières conforme au modèle d'acte de cautionnement solidaire prévu par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du Code de l'Environnement.

Conformément à l'article 3 de ce même arrêté, la proposition de montant des garanties financières est à adresser à Monsieur le Préfet au moins six mois avant la première échéance de constitution soit pour le 31 décembre 2013 au plus tard pour la société Européenne de Galvanisation.

Cette proposition de calcul a été transmise par l'exploitant par courrier du 16 juillet 2013.

II – ANALYSE DE L'INSPECTION

Le montant des garanties financières est déterminé selon la formule suivante :

$$M = Sc [Me + \alpha (Mi + Mc + Ms + Mg)]$$

avec :

- **Sc** : coefficient pondérateur de prise en compte des coûts liés à la gestion du chantier. Ce coefficient est égal à 1,10.
- **Me** : montant, au moment de la détermination du premier montant de garanties financières, relatif aux mesures de gestion des produits dangereux et des déchets présents sur le site de l'installation.
- **α** : indice d'actualisation des coûts.
- **Mi** : montant relatif à la neutralisation des cuves enterrées présentant un risque d'explosion ou d'incendie après vidange.
- **Mc** : montant relatif à la limitation des accès au site comprenant la pose d'une clôture autour du site et de panneaux d'interdiction d'accès à chaque entrée du site et sur la clôture tous les cinquante mètres.
- **Ms** : montant relatif au contrôle des effets de l'installation sur l'environnement couvrant la réalisation de piézomètres de contrôles et les coûts des analyses de la qualité des eaux de la nappe au droit du site ainsi qu'un diagnostic de la pollution des sols.
- **Mg** : montant relatif au gardiennage du site ou à tout autre dispositif équivalent.

Pour le site de la société Européenne de Galvanisation, l'exploitant arrive aux montants suivants :

- Me = 65 982 €
- Mi = 0 € (0 cuve enterrée)
- Mc = 25 597 €
- Ms = 22 598 €
- Mg = 1 902 €

Déchets et produits à éliminer

Outre les déchets dangereux et non-dangereux à éliminer, la société Européenne de Galvanisation en tant que société de traitement de surface et de galvanisation utilise des produits et des bains qui doivent être éliminés en cas de mise en sécurité du site.

Les bains de traitement et de galvanisation ont été comptabilisés, les quantités retenues étant les quantités maximales susceptibles d'être présentes converties en tonne. La majorité des bains doit être éliminée.

Cependant, le bain de zinc en fusion peut être refroidi et vendu sous forme de lingots par exemple.

Le bain de fluxage (composé de chlorure d'ammonium et de chlorure de zinc), étant traité en continu sur site pour maintenir le taux de fer inférieur à 5 mg/l, peut être vendu à une société de traitement de fluxage.

Enfin, le bain de dézingage, au vu de ses propriétés, peut être repris gratuitement par le fournisseur.

Par conséquent, conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 fixant les méthodes de calcul des garanties financières, les quantités de zinc, le bain de fluxage et le bain de dézingage ne sont pas prises en compte dans le calcul des paramètres. La quantité totale de bains à éliminer est de 683,2 tonnes.

La nature de la gestion des déchets sur site et l'analyse des factures ne permettent pas de distinguer les coûts relatifs à la collecte, au transport, au traitement ou à l'élimination du déchet concerné. L'exploitant a donc retenu un coût global à la tonne de déchets ou produits calculé avec la moyenne des coûts sur une période de 3 ans étant donné que tous les déchets ne sont pas éliminés tous les ans.

Interdictions ou limitations d'accès au site

Concernant la limitation d'accès au site, le périmètre d'autorisation du site de 508 mètres est entièrement clôturé. Elle est constituée d'un grillage souple de 1,6 m de hauteur sur des fondations bétonnées, consolidée par des poteaux positionnés tous les 3 mètres.

En cas de mise en sécurité, l'ensemble du périmètre du site est à clôturer à neuf car la clôture existante est en mauvais état ou pas assez haute.

Des panneaux de restriction d'accès seront également disposés au niveau des 3 accès du site.

Le montant calculé est de 25 597 €.

Surveillance des effets de l'installation sur l'environnement

Dans le cadre de l'étude des sols réalisée à la construction du site en 1991, 3 piézomètres ont été implantés sur le site. Ils sont toujours présents sur le site et fonctionnels, les eaux souterraines faisant l'objet d'une mesure annuelle.

Seul le coût du contrôle et de l'interprétation des résultats des analyses des prélèvements effectués sur les piézomètres existant a donc été comptabilisé, auquel a été ajouté celui du diagnostic de pollution de sols.

Surveillance du site

Le coût relatif à la surveillance du site est évalué à 1 902 € sur la base du devis relatif à la mise en place d'une télésurveillance.

L'indice d'actualisation des coûts a été établi sur la base des données suivantes :

- Index : indice TP01 utilisé pour l'établissement du montant de référence, soit 699,8 (mai 2014)
- Index₀ : indice TP01 de janvier 2011, soit 667,7 ;
- TVA_R : 20% (taux de TVA applicable lors de l'établissement de l'arrêté préfectoral fixant le montant des garanties financières) ;
- TVA₀ : taux de la TVA applicable en janvier 2011, soit 19,6%.

Après prise en compte des coûts liés à la gestion du chantier et de l'indice d'actualisation, le coût total des garanties financières à constituer est estimé à 130 524 € TTC.

En conséquence, l'inspection des installations classées considère que le montant global des garanties financières apparaît cohérent en ordre de grandeur avec les enjeux des installations du site, abstraction faite de la remarque ci-dessus. Il est rappelé que le détail des calculs relève de la responsabilité de l'exploitant et pourra faire l'objet de contrôles ultérieurs.

Par ailleurs, toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une modification du coût de mise en sécurité nécessitera une révision du montant de référence des garanties financières.

III - CONCLUSION ET PROPOSITIONS

Sur la base des précédentes conclusions et conformément à l'article 5 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet de Meurthe-et-Moselle de prendre un arrêté préfectoral fixant le montant des garanties financières à constituer par l'exploitant ainsi que les quantités maximales de déchets pouvant être stockées sur le site.

Un projet d'arrêté préfectoral est proposé en ce sens en annexe du présent rapport.

ANNEXE

PROJET D'ARRETE PREFECTORAL COMPLEMENTAIRE imposant la constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement

Vu le Code de l'Environnement, livre V, titre 1^{er} relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et notamment ses articles R. 516-1 à R. 516-6 ;

Vu la nomenclature des installations classées ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;

Vu les actes administratifs délivrés antérieurement, et notamment l'arrêté préfectoral 2009-447 du 25 février 2010 autorisant la société Européenne de Galvanisation à exploiter les installations sises sur le territoire de la commune de BACCARAT ;

Vu la proposition de calcul des garanties financières transmise par l'exploitant par courrier du 16 juillet 2014 ;

Vu l'avis et les propositions de l'inspection des installations classées en date du [date] ;

Vu l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques en date du [date] ;

Considérant que la société Européenne de Galvanisation est soumise à l'obligation de constituer des garanties financières pour les installations qu'elles exploitent sur la commune de BACCARAT en application de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé ;

Considérant que les installations exploitées sont notamment soumises à autorisation au titre des rubriques 2565 et 2567 de la nomenclature des installations listées par l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé, et qu'elles sont considérées comme existantes au sens de ce même arrêté ;

Considérant que la proposition de calcul de garanties financières transmise par l'exploitant est conforme aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé et conclut à un montant de garanties supérieur à 75 000 euros ;

Considérant en conséquence que l'exploitant doit constituer des garanties financières en vue d'assurer la mise en sécurité des installations classées visées par le dispositif en cas de défaillance, conformément aux dispositions des articles R. 516-1 5° et suivants du Code de l'Environnement ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle;

ARRETE

Article 1 : Champ d'application

La société Européenne de Galvanisation dont le siège social est situé 10 rue de Merviller à BACCARAT, est tenue de se conformer aux prescriptions complémentaires du présent arrêté pour son site de BACCARAT.

Article 2 : Garanties financières

Article 2.1 : Objet des garanties financières

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour l'ensemble des installations exploitées sur le site, listées à l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé, au titre du 5° du IV de l'article R. 516-2 du code de l'environnement, et à leurs installations connexes.

Elles sont constituées dans le but de garantir, en cas de défaillance de l'exploitant, la mise en sécurité du site de l'installation en application des dispositions mentionnées à l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement.

Article 2.2 : Montant des garanties financières

Le montant des garanties financières est fixé à 130 524 euros TTC.

Ce montant est fixé sur la base d'un indice TP01 de 699,8 en mai 2014 et d'un taux de la TVA de 20%.

Article 2.3 : Modalités de constitution des garanties financières

L'exploitant devra constituer des garanties financières dans les conditions prévues à l'article R. 516-1 5° du code de l'environnement et à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé.

Le document attestant la constitution des garanties financières est délivré par l'un des organismes prévu à l'article R. 516-2 du code de l'environnement.

Il est établi dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 susvisé.

Le document attestant de la constitution de la première partie du montant initial des garanties financières est transmis au préfet à la première échéance.

Les documents attestant de la constitution des incréments suivants sont transmis au préfet au moins 3 mois avant chaque anniversaire de la constitution initiale.

Article 2.4 : Renouvellement des garanties financières

Le renouvellement du montant total des garanties financières intervient au moins trois mois avant la date d'échéance du document prévu à l'article 2.3 du présent arrêté.

Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au Préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 susvisé.

Article 2.5 : Actualisation des garanties financières

Sans préjudice des dispositions de l'article R. 516-5-1 du Code de l'Environnement, l'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP01 et en atteste auprès du Préfet.

Le montant réactualisé est obtenu par application de la méthode d'actualisation précisée à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé.

Article 2.6 : Révision du montant des garanties financières

Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une modification du coût de mise en sécurité nécessite une révision du montant de référence des garanties financières et doit être portée à la connaissance du Préfet avant sa réalisation.

Article 2.7 : Absence de garanties financières

Outre les sanctions rappelées à l'article L. 516-1 du Code de l'Environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension de fonctionnement des installations classées visées au présent arrêté, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement. Pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

Article 2.8 : Appel des garanties financières

Le préfet peut faire appel aux garanties financières à la cessation d'activité, pour assurer la mise en sécurité du site en application des dispositions mentionnées à l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement :

- soit en cas de non-exécution par l'exploitant de ces dispositions, après intervention des mesures prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement
- soit en cas de disparition juridique de l'exploitant.

Article 2.9 : Levée de l'obligation de garanties financières

Lorsque l'activité a été totalement ou partiellement arrêtée et après mise en sécurité de tout ou partie du site des installations couvertes par lesdites garanties en application des dispositions mentionnées aux articles R. 512-39-1, le préfet détermine, dans les formes prévues à l'article R. 512-31, la date à laquelle peut être levée, en tout ou partie, l'obligation de garanties financières. La décision du préfet ne peut intervenir qu'après consultation des maires des communes intéressées.

En application de l'article R. 516-5 du Code de l'Environnement, le préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garanties financières.

Article 3 : Changement d'exploitant

Le changement d'exploitant de l'installation couverte par les garanties financières est soumis à autorisation préfectorale. Le nouvel exploitant adresse au préfet les documents établissant ses capacités techniques et financières et l'acte attestant de la constitution de ses garanties financières, au moins trois mois avant le changement effectif d'exploitant.

Lorsque le changement d'exploitant n'est pas subordonné à une modification du montant des garanties financières, l'avis du Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques n'est pas requis. A défaut de notification d'une décision expresse dans un délai de trois mois, le silence gardé par le préfet vaut autorisation de changement d'exploitant.

Article 4 : Quantités maximales de déchets pouvant être entreposées sur le site

A tout moment, les quantités de déchets pouvant être entreposées sur le site ne doivent pas dépasser, pour chaque type de déchets, les valeurs maximales définies dans le tableau ci-dessous :

Type de déchets	Quantité maximale sur site en tonnes
<u>Déchets dangereux</u>	
Déchets en vrac :	
- acide chargé en fer (110105*)	39 tonnes
Déchets en colis :	
- boues de flux (110109*)	10 tonnes
- emballages souillés (150202*)	1 tonne
- aérosols (160504*)	0,2 tonne
- boues de dégraissant (110109*)	3,8 tonnes
<u>Bains</u>	
- dégraissant	83,2 tonnes
- décapage	520 tonnes
- rinçage	80 tonnes
<u>Déchets non dangereux</u>	
- DIB triés et non triés	3 tonnes

- bois	3 tonnes
--------	----------

L'exploitant est néanmoins tenu d'évacuer ses déchets régulièrement. Il devra être en mesure de le justifier à l'inspection. Il tient à jour un état des stocks de déchets présents sur le site qui est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 5 : Prescriptions complémentaires

Le site dispose de trois piézomètres d'une profondeur de 15 mètres (mis en place sur la base de l'étude des sols FONDASOL de 1991).

Article 6 : Sanctions

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre 7 du livre I du Code de l'Environnement.

Article 7 : Frais

Tous les frais occasionnés par l'application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 8 : Articles d'exécution